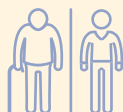


LA FRANCE QUI VIENT

CAHIER DE TENDANCES
2020



LA FRANCE QUI VIENT

La collection *Le Monde en cours*
est dirigée par Jean Viard

Ouvrage coordonné par
Jean-Laurent Cassely et Thierry Germain

© Éditions de l'Aube
et Fondation Jean-Jaurès, 2020
www.editionsdelaube.com

ISBN 978-2-8159-3711-5

LA FRANCE

QUI VIENT

Cahier de tendances 2020

*éditions de l'aube
fondation jean-jaurès*

SOMMAIRE

TENDANCES, MODE D'EMPLOI	7		
<i>Jean-Laurent Cassely, Thierry Germain</i>			
AGRIBASHING.....	9	EFFONDREMENT.....	62
<i>Dominique Potier</i>		<i>Jean-Paul Engélibert</i>	
ANGLAIS.....	15	ÉMEUTES.....	67
<i>Jérôme Fourquet</i>		<i>Romain Huët</i>	
ANYWHERE.....	21	GUERRE ROBOTISÉE	74
<i>David Goodhart</i>		<i>Renaud Bellais</i>	
ARCHIPEL.....	28	GROENLAND	
<i>Jean-Marie Pottier</i>		AOC	80
ARGENT À GAUCHE.....	34	<i>Timothée Ourbak</i>	
<i>Christophe Sente</i>		HYBRIDE	85
ASTRES.....	40	<i>Gabrielle Halpern</i>	
<i>Elena Scappaticci</i>		IA (IMAGINAIRES)	89
(OK) BOOMER.....	45	<i>Ariel Kyrrou</i>	
<i>Vincent Cocquebert</i>		INTELLECTUEL	
CORPS		FRANÇAIS.....	95
INTERMÉDIAIRES	51	<i>Jean-Marie Durand</i>	
<i>Denis Maillard</i>		LOCALISME.....	101
CRÊPES.....	57	<i>Pierre Veltz</i>	
<i>Margot Baldassi Philippe Gargov</i>		MOTS.....	107
		<i>Catherine Malaval</i>	

NATION (RETOUR).....	112	SOCIÉTÉ	
<i>David Djaïz</i>		ÉCOLOGIQUE	156
NATURE		<i>Lucile Schmid</i>	
WRITING.....	119	SOLITUDE SOCIALE.....	161
<i>Titiou Lecoq</i>		<i>Mathieu Perona</i>	
NUDGE		STAKHANOVISME.....	166
DÉMOCRATIQUE	124	<i>Arthur de Grave</i>	
<i>Clément Mabi</i>		SUPÉRETTE	171
NUTELLA.....	128	<i>Vincent Chabault</i>	
<i>Guénaëlle Gault</i>		(ÉCONOMIE)	
NÉO-		SYMBIOTIQUE	176
RURALITÉ.....	132	<i>Isabelle Delannoy</i>	
<i>Jean-Christophe Baudouin</i>		TECHLASH	
SURVIVALISME	139	ET TECHNOLUTTES.....	182
<i>Bertrand Vidal</i>		<i>Hubert Guillaud</i>	
SOCIAL JUSTICE		TECHNOPOUVOIR.....	189
WARRIOR (SJW).....	144	<i>Diana Filippova</i>	
<i>Judith Lussier</i>		TEMPS.....	197
SOCIALISME		<i>Anne-Claire Ruel</i>	
(RÉSURGENCE).....	150	THÉÂTRE	
<i>Fabien Escalona</i>		(SANS AUTEUR).....	203
		<i>Joël Dragutin</i>	

TENDANCES, MODE D'EMPLOI

JEAN-LAURENT CASSELY

Journaliste et essayiste.

THIERRY GERMAIN

Expert associé
à la Fondation Jean-Jaurès.

Dénicher ce qui fait sens, mesurer son impact, imaginer demain en retournant une crêpe, en jouant des imaginaires, en décortiquant phénomènes et idées ou en racontant une histoire, tel est l'exercice collectif et débridé qui vous est proposé dans les pages qui suivent. Car si le futur est toujours une question sérieuse, c'est aussi souvent une folle pensée.

Lorsque les romanciers et les scénaristes veulent retranscrire le décor et l'esprit d'une époque pour les besoins d'une fiction, leur premier réflexe est de consulter les magazines de la période concernée. Les *Paris Match* sont par exemple un concentré d'esprit moderniste d'après-guerre, les journaux télévisés des années 1980 offrent une vision idéalisée de l'entrée dans l'ère de la globalisation, les premières pages Internet expriment sous forme d'épure l'utopie high-tech du tournant du millénaire.

L'un des aspects les plus divertissants de ces plongées dans les archives est le rétrofuturisme, soit la manière dont on imaginait le futur... dans le passé. Et, en la matière, les « tendances » sont indéniablement des révélateurs de fantasmes historiques et nous renseignent

avant tout sur l'état d'esprit du présent qui les a imaginées. Ce qui vaut pour les années 1950 du précédent siècle vaut plus encore pour notre époque, avec son monde global, sa rapidité anxieuse, ses pertes de repères. Nous vivons l'ère de la mémoire instantanée, dans laquelle la sédimentation des idées et des choses se fait non plus sur des décennies mais des jours, parfois des heures, et sur des échelles qui jouent sans cesse entre le plus proche et le plus lointain.

Dans ce cahier riche d'une trentaine de signaux faibles, de passions contemporaines et d'air du temps, nous avons dessiné ce futur qui fuit déjà. Le lecteur y découvrira ce que la décennie 2020 nous réserve, sous la plume des spécialistes les plus inspirés, qu'il s'agisse du rôle des technologies, de notre rapport renouvelé à la nature et au monde qui nous entoure, de nos modes de vie sans oublier les imaginaires

qui fixent, précèdent ou accompagnent toute grande transformation économique, politique et sociale.



**35 tendances qui racontent
déjà nos années 20.**

AGRIBASHING

Pas de santé humaine sans santé de la terre

DOMINIQUE POTIER

Député de la Meurthe-et-Moselle
et directeur de l'Observatoire de l'agriculture
et du monde rural de la Fondation Jean-Jaurès.

RIEN QUE LE NOM...

Un anglicisme un brin récessif qui sonne déjà comme une alerte : mieux vaut se méfier de ce poison comme de tous ceux qui en font leur miel ! L'inventaire, forcément lacunaire, de ce qu'il recouvre, va de la querelle de voisinage à une série de reportages «à charge» en passant par les opérations commandos d'une ou deux ONG. Si les réunir sous un même vocable relève de la construction politique, il reste que ces faits, aussi divers soient-ils, ont en commun d'agir comme de petites bombes à fragmentation.

Avec l'«agribashing», l'«effet lampadaire» est garanti : sa mise en lumière médiatique a quelque chose d'aveuglant. Attention, donc, à ne pas perdre de vue la permanence des enquêtes d'opinions qui, de façon récurrente, nous disent l'attachement des Français à «notre» agriculture, à «leurs» agriculteurs. La vérité est que les Français aiment leurs racines paysannes et sont reconnaissants d'un métier où beaucoup travaillent dur et gagnent peu. Ils ne comprennent pas ce qui leur apparaît comme une dérive d'un âge d'or à la datation improbable. La perte du lien familial crée un effet d'optique, la ferme est romancée, la firme hystérisée. Cette relation singulière, c'est un

peu « je t'aime, moi non plus » dans un corps-à-corps sensible: l'agriculture, ça se goûte, ça s'entend, ça se voit, ça se sent et, *in fine*, ça nous touche comme peu d'autres champs d'une économie à laquelle elle ne peut être réduite.



Le discernement entre le respect du vivant comme constitutif de notre humanité ou son culte réduisant l'être humain à une banale animalité.

Les deux objets de fixation qui dominent sont l'usage des pesticides et la condition animale. Le premier renvoie aux craintes de contamination dans l'eau du robinet, nos assiettes ou encore l'air qu'on respire. Une peur qu'illustre à l'envi le hiatus sur la « bonne distance » d'épandage des produits phytopharmaceutiques. Le second mêle au

moins trois horizons distincts: une critique des modes d'élevage dans ce qu'ils génèrent comme écosystèmes économiques, écologiques et sanitaires, une attention au bien-être animal comme signe et prolongement du sentiment de charité et, enfin, l'expression d'un antisépécisme qui, à mon sens, rompt avec la tradition humaniste.

Ce qui est en jeu ici et que nous ferons qu'effleurer est bien le discernement entre le respect du vivant comme constitutif de notre humanité ou son culte réduisant l'être humain à une banale animalité.

DÉCONSTRUIRE L'« AGRIBASHING » COMME OBJET POLÉMIQUE

Si en finir avec l'« agribashing » est une mesure de salubrité publique, il convient de ne pas jouer les pompiers pyromanes. Je crains que les « observatoires départementaux », un arsenal juridique *ad hoc* et les effets de tribunes ne puissent, au mieux, que faire illusion, au pire, ajouter à la confusion. Pour en finir « pour de vrai » avec l'« agribashing », nous devons le déconstruire comme objet polémique et stérile sur la forme et dévoiler les lignes politiques de fond qu'il nous faudra avoir le courage de trancher.

En premier lieu donc, condamner sans ambiguïté tout ce qu'il manifeste d'archaïque: le refus de poser les débats en termes en termes scientifiques et philosophiques comme celui d'agir dans des cadres respectueux de l'État de droit. Dénoncer les attaques personnelles mettant en cause la dignité de tel agriculteur ou de tel salarié de l'agroalimentaire le réduisant à un acte que celui-ci soit ou non préjudiciable. Dénoncer, enfin, la stigmatisation «en bloc» d'une profession, ce qui, en effet miroir, conforte les réflexes corporatistes et retarde un débat et une transition salutaire en son sein. Je pense à cet instant à Erri de Luca: «La fin justifie les moyens... j'ai l'expérience du contraire: la façon dont on poursuit ses propres idéaux, son style de vie, décide si la fin mérite d'être réalisée¹.»

Le plus triste, c'est que le phénomène émerge après les états généraux de l'alimentation (EGA) qui avaient précisément été imaginés par Nicolas Hulot pour sortir de l'impasse où nous conduisent les conflits latents entre «la profession» et ses contempteurs: l'idée était de partir de la nourriture pour relier agriculture et société. Du partage de la valeur – de la fourche à la fourchette – jusqu'à la visée d'une nourriture de qualité pour tous, les travaux des quatorze ateliers ont tenu leurs promesses et dessinent une «nouvelle frontière», dont le président de la République s'est fait l'écho dans le discours du 11 octobre 2017 à Rungis.

Las. Première déception deux mois plus tard, avec l'annonce du projet de loi EGAlim et son catalogue de mesures qui se révèlent ne pas être à la hauteur des enjeux. La seconde viendra de l'inanité du débat parlementaire. Trop tardif et aiguisé par des groupes d'influence, il retombe dans toutes les tranchées des guerres antérieures, s'égaré dans des débats périphériques et passe à côté des fondamentaux de l'agroécologie. Un accident démocratique majeur en lieu et place de qui aurait pu être le cas d'école d'un continuum démocratique entre la société civile, le Parlement et l'État.

J'ai vécu l'expérience de l'intérieur en présidant l'atelier consacré aux modes de productions. Miné par le feuilleton du glyphosate, la publication du rapport sur les NBT, les émissions d'ammoniac

1. Erri de Luca in Collectif, *Qu'est-ce que la gauche ?*, Paris, Fayard, 2017.

dans les élevages hors sol, l'atelier n° 11, comme d'autres, a été, finalement, un creuset extraordinaire de propositions novatrices, adoptées de façon quasi unanime par l'ensemble des participants. Ce « bougé » entre opposants historiques a été permis par une culture commune nous affranchissant des querelles microcholines hexagonales. Prenant appui sur les meilleurs travaux scientifiques et les témoignages d'acteurs engagés dans les filières et les territoires, nous avons eu à cœur de restituer le développement rural dans un

fil historique, de privilégier une approche globale et pluridisciplinaire et, surtout, de nous inscrire dans une prospective planétaire « nourrir 10 milliards d'êtres humains en 2050 ».

Les leaders de l'élevage sont en passe de réussir une petite révolution dans le rapport à la viande bovine avec la mise en valeur du lien positif herbe-carbone et

l'argument « mangez mieux », mais l'aventure collective qui me tient le plus à cœur, par son enracinement, est la mutation d'un petit vignoble lorrain. Ensemble, avec les maires, le syndicat viticole et la chambre d'agriculture, nous décidons d'innover plutôt que de nous perdre dans une communication défensive. Une décennie plus tard, c'est non seulement un des premiers vignobles écolos français mais cette confiance rétablie localement a permis la réussite d'une vaste opération de reconquête des friches baptisée « côte à côte ». Les terres qui ont rendu possible l'accueil de nouveaux entrepreneurs sont portées par un collectif de 150 citoyens. Cette identité commune est aussi devenue une marque commerciale dans le cadre des coopérations engagées le long de la vallée de la Moselle avec nos voisins européens.



Dénoncer, enfin, la stigmatisation


« en bloc » d'une profession, ce qui, en effet miroir, conforte les réflexes corporatistes et retarde un débat et une transition salutaire en son sein.

LE SIGNE D'UNE PANNE DÉMOCRATIQUE

L'« agribashing » est, de fait, un signe de la panne d'une démocratie dont Pierre Mendès France disait qu'elle était d'abord un état d'esprit. Les pistes qui suivent esquissent les conditions de sa possible remise en mouvement.

Éloge du débat avec des principes simples maintes fois éprouvés depuis le Grenelle de l'environnement et dans tant de pays : articuler une écoute « horizontale » des acteurs et la capacité « verticale » de discerner en commun ce qui relève de l'essentiel. Nous disposons pour cela de sources exceptionnelles : l'étude collective de l'Inserm sur la santé et les pesticides, Agrimonde du Cirad et de l'INRA sur la sécurité alimentaire, le troisième rapport du GIEC sur les sols et le changement climatique... Éclairer, donc, et démultiplier les débats dans les territoires de vie. Pourquoi ne pas faire, par exemple, des projets alimentaires ou des plans climat territoriaux des « living lab » d'une coopération renouvelée entre urbanité et ruralité, société et monde paysan ? Ou saisir l'opportunité de la mission confiée à la Commission nationale du débat public sur la politique agricole commune (PAC) ? Au-delà, et puisque les questions agricoles et alimentaires nous placent définitivement dans une perspective d'interdépendance planétaire, je rêve que dans chaque parcelle de notre République, les citoyens puissent penser et agir suivant le principe d'une souveraineté solidaire, alternative à un localisme révolu. Une politique des liens plus qu'une politique des lieux.

Un langage commun passe par une science plus citoyenne. En réponse à la défiance des institutions de recherches et de régulation, il faut poursuivre l'effort de transparence, d'autonomie budgétaire et d'encadrement éthique. La philosophie propre à la pédagogie expérimentale du mouvement « tous chercheurs » porte à ce titre la promesse d'un nouveau paradigme, celui d'une science participative renouvelant le pacte civique de l'éducation populaire.



Une souveraineté solidaire, alternative à un localisme révolu. Une politique des liens plus qu'une politique des lieux.

Dans une démocratie moderne, ni l'opinion ni le marché ne peuvent incarner la quête de la vérité et du sens. Il nous manque un George Orwell pour décrire la toute-puissance normative de quelques sociétés privées sur nos imaginaires. Une puissance démocratique digne de ce nom doit donner aux citoyens la capacité de peser sur l'économie. C'est le sens même de nos combats pour

une certification publique de la RSE ou encore le déploiement de la norme haute valeur environnementale (HVE).

Éloge du politique. «Il ne faut pas opposer les modèles» est devenu une pensée banale. Elle fait fi de cet antagonisme entre un modèle devenu culturellement dominant et celui qui – économiquement – domine sur un fond d'injustice. «Ne pas opposer» sur l'enjeu foncier peut ainsi, *via* l'accaparement, fragiliser un renouvellement des générations capital pour une authentique transition sociale et écologique. Comment, en effet, dénouer les controverses locales et sectorielles en faisant fi des traités de commerces internationaux, de l'accaparement des terres, de l'oligarchie des centrales d'achat ou encore de la question de la propriété du vivant? Si l'échec de politiques publiques de prévention comme Écophyto provoque un gigantesque coût de réparation sur le plan sanitaire et environnemental, leur discrédit a également un coût sociétal. En finir avec l'«agribashing», c'est donc avant tout refaire de la politique à tous les niveaux, avec courage et à hauteur d'homme. Fixer des limites, donner un cap et engager des processus. Je crois, en effet, plus que tout, à notre capacité à inscrire dans le temps la mise en mouvement du meilleur d'une société et à l'étonnante capacité d'innovation et de coopération de ses entreprises et de ses territoires.

L'antidote à l'«agribashing» est un processus de réconciliation qui pourrait s'inspirer de ce slogan venu de l'épidémiologie: «*one health*». Pas de santé humaine sans santé de la terre. La justice et la vie. Réparer l'une pour sauver l'autre.

ANGLAIS

***My tailor is rich:* la maîtrise de l'anglais comme nouvelle ligne de front de la compétition scolaire**

JÉRÔME FOURQUET

Directeur du département
Opinion et Stratégies d'entreprise de l'Ifop.

Dernier ouvrage paru :
L'Archipel français, Paris, Seuil, 2019.

Le front de la compétition scolaire la plus aiguë s'est déployé sur un nouveau terrain ces dernières années. Dans un contexte de globalisation et de concurrence accrue entre des diplômés de plus en plus nombreux, maîtriser l'anglais devient un atout décisif. Dotés d'une vision stratégique particulièrement aiguisée des champs scolaire et professionnel, les cadres, les professions intellectuelles et les habitants de l'agglomération francilienne investissent massivement pour que leurs enfants acquièrent ce précieux capital linguistique. Moins au fait de l'«upgradation» – pour reprendre un terme en vogue dans ces milieux très prompts à adopter des anglicismes – des règles de cette compétition acharnée, les autres milieux sociaux et les provinciaux ne déploient manifestement pas les mêmes efforts et les écarts se creusent très nettement.

Ainsi, 65% des jeunes de dix-sept à vingt-trois ans dont les parents sont CSP+ sont déjà allés plusieurs fois en vacances ou en voyage à l'étranger contre 46% des jeunes issus des classes moyennes et seulement 38% de ceux dont les parents sont employés ou ouvriers.

Ce clivage social se double d'une fracture territoriale. La proportion de jeunes ayant eu l'occasion de partir plusieurs fois à l'étranger décline linéairement avec le gradient d'urbanité: 58% dans l'agglomération parisienne, 48% dans les agglomérations de plus de 100 000 habitants, 43% dans celles de 20 000 à 100 000 habitants, 39% dans celles de moins de 20 000 habitants et seulement 30% au sein des communes rurales. L'habitus international ne s'acquiert pas qu'au travers de voyages et de séjours à l'étranger mais aussi, bien entendu, grâce à la maîtrise de la langue internationale reine: l'anglais. Forts de ce constat, 34% des jeunes ayant des parents CSP+ ont bénéficié à un moment ou à un autre de leur scolarité de cours de langues extra-scolaires payés par leurs parents contre 21% des enfants de la classe moyenne et 23% des enfants issus des milieux populaires. En la matière, le clivage géographique entre Franciliens et provinciaux est encore plus marqué que le critère social, comme si le fait d'habiter dans une métropole pleinement mondialisée rendait encore plus évidente la nécessaire maîtrise des langues étrangères.



Dans un contexte de globalisation et de concurrence accrue entre des diplômés de plus en plus nombreux, maîtriser l'anglais devient un atout décisif.

Seulement 23% des jeunes provinciaux ont ainsi eu droit à des cours de langues étrangères payés par leurs parents contre 42% des Franciliens. Cet écart quasiment du simple au double met en évidence une nouvelle inégalité en train de fausser très profondément la compétition scolaire. La sélection sur les mathématiques, jusqu'alors pratiquée, était censitairement beaucoup

moins violente qu'une sélection sur la maîtrise de l'anglais et d'autres langues étrangères, capacité bien plus liée aux origines sociales et au capital culturel hérité que le niveau en mathématiques.

L'APPRENTISSAGE DE L'ANGLAIS AU PROGRAMME DES MUNICIPALES

Ces chiffres montrent, par ailleurs, que l'acquisition d'une langue étrangère est devenue un enjeu majeur pour toute une partie de la population de la métropole parisienne. Cette demande sociétale d'un nouveau genre n'a pas échappé à Benjamin Griveaux, candidat

LREM à la mairie de Paris, qui a intégré en bonne place dans son programme de campagne l'objectif que tous les adolescents parisiens soient bilingues anglais à la sortie du collège: «Paris c'est une ville-monde. Maîtriser l'anglais à la fin du collège, c'est indispensable dans sa vie professionnelle, pour voyager, pour être pleinement intégré dans le monde¹.»

À notre connaissance, c'est la première fois que dans une campagne municipale la maîtrise de l'anglais est affichée comme un objectif politique. Il n'est pas anodin que ce soit un représentant de LREM qui se soit emparé de ce sujet car l'électorat macronien comprend, notamment à Paris, une très forte population de cadres et de diplômés du supérieur, catégories très ouvertes sur l'international. Ces électeurs macroniens correspondent en tout point aux «people from anywhere» (ceux de partout) que l'essayiste David Goodhart oppose dans son analyse brillante² sur la société britannique aux «people from somewhere» (ceux de quelque part). David Goodhart insiste à juste titre sur l'ampleur de la fracture séparant ces deux populations tant en termes de niveau éducatif, de rapport à l'immigration et à la globalisation, de goûts culturels, d'attitude face au changement ou de degré d'attachement au cadre national³. Si tout les oppose donc, ces deux groupes ont néanmoins quelque chose en commun: l'anglais, qui est à la fois leur langue maternelle mais également la langue internationale par excellence.

De ce point de vue, et au regard des chiffres évoqués précédemment, le clivage entre «Somewhere» et «Anywhere» pourrait bien à terme, en France, se creuser davantage qu'en Grande-Bretagne ou aux États-Unis. Du fait de la tertiairisation des économies occidentales, les secteurs de la logistique (en lien avec l'import/export) et du tourisme fournissent de nombreux emplois peu qualifiés mais nécessitant souvent un minimum de maîtrise de l'anglais. En Grande-Bretagne ou aux États-Unis, ces jobs peuvent être occupés

1. Benjamin Griveaux sur Europe 1, 26 août 2019.

2. David Goodhart, *Les Deux Clans: la nouvelle fracture mondiale*, Paris, Les Arènes, 2019.

3. Cette opposition est parfaitement et subtilement illustrée sur le plan littéraire par Jonathan Coe dans son roman *Le Cœur de l'Angleterre*, Paris, Gallimard, 2019.

par les «people from somewhere» locaux. En France, c'est moins évident. De la même manière, un jeune Britannique ayant grandi dans une famille ouvrière du Yorkshire ou des Midlands aura moins de difficultés culturelles et linguistiques à s'expatrier pour trouver un emploi dans l'anglosphère (États-Unis, Canada, Australie...) qu'un fils d'ouvrier de Lens ou d'Alès. Les enfants des «Somewhere» français n'ont, en effet, contrairement à leurs homologues britanniques et américains, pas hérités de la maîtrise de l'anglais à la naissance. Ce capital, les enfants des «Anywhere» tricolores sont en train de l'acquérir à marche forcée pour ressembler à leurs alter ego d'outre-Manche et d'outre-Atlantique avec qui ils ont vocation à être en compétition dans un marché du travail des cadres supérieurs qui s'internationalise de plus en plus.

UN NOUVEAU CLIVAGE LINGUISTIQUE

Cette marginalisation linguistique vient renforcer un clivage mis en lumière dans un livre d'Erkki Maillard et de Salomé Berlioux publié en 2019, *Les Invisibles de la République*¹. S'inscrivant dans la continuité des travaux pionniers de Christophe Guilluy², les auteurs se penchent dans ce livre qui a rencontré un large écho sur un angle mort des politiques publiques et du débat national: le sort de la jeunesse de la

France périphérique. Si les «millennials» d'un côté et la jeunesse des banlieues de l'autre bénéficient d'un fort intérêt médiatique, la jeunesse qui grandit dans les campagnes ou les villes petites et moyennes souffrait d'invisibilité. En s'appuyant sur leur expérience du terrain, Erkki Maillard et Salomé Berlioux ont notamment mis en lumière le déficit d'accès

à l'information en matière d'orientation scolaire et universitaire, la plus faible présence de figures inspirantes (membres de la famille, de l'entourage) dans ces territoires qu'en milieu urbain ou bien encore les difficultés matérielles et financières à envisager la poursuite d'études



23 % des jeunes provinciaux

ont eu droit à des cours de langues étrangères payés par leurs parents contre 42 % des Franciliens.

1. Salomé Berlioux et Erkki Maillard, *Les Invisibles de la République*, Paris, Robert Laffont, 2019.

2. Voir notamment Christophe Guilluy, *Fractures françaises*, Paris, Flammarion, 2013.

supérieures dans une région autre que la sienne. Tous ces handicaps contextuels, matériels, culturels et financiers se combinent et aboutissent à nourrir des freins psychologiques plus prégnants parmi les jeunes de cette France périphérique. De manière consciente ou non, ces derniers sont ainsi nombreux à développer une forme d'autocensure. Alors qu'ils ne sont qu'à l'orée de leur vie d'adulte, le champ des possibles, tel qu'ils l'envisagent, apparaît plus borné et restreint que pour les jeunes qui ont grandi dans les grandes villes.

L'enquête réalisée par l'Ifop pour la Fondation Jean-Jaurès et l'association Chemins d'avenir¹ a permis d'objectiver, chiffres à l'appui, le diagnostic posé par Salomé Berlioux et Erkki Maillard. Si 68 % des jeunes vivant dans l'agglomération parisienne ont le sentiment d'avoir eu ou d'avoir toutes les informations nécessaires pour bien s'orienter, ils ne sont que 58 % dans ce cas parmi les jeunes ruraux et des villes de moins de 20 000 habitants. De la même manière, seuls 28 % des jeunes ruraux déclarent disposer dans leur entourage d'un ou de modèles qui les ont inspirés dans leur choix de formation ou de carrière. Cette proportion s'établit à 42 % parmi les jeunes résidant dans le centre d'une grande agglomération. Ayant grandi dans des écosystèmes différents n'offrant pas le même degré d'ouverture culturelle et d'opportunités d'orientation, ces jeunes de France ne s'autorisent pas les mêmes projets d'orientation. Ainsi, seul un jeune sur deux de la France rurale et des petites villes définit son choix d'études supérieures comme ambitieux contre 60 % de ceux qui vivent dans des agglomérations de plus de 20 000 habitants et 67 % des jeunes Franciliens. On mesure dans ces 17 points d'écart entre les réponses de la France périphérique et celle de la jeunesse francilienne le poids d'une autocensure condensant des handicaps

 **Ayant grandi dans des écosystèmes différents n'offrant pas le même degré d'ouverture culturelle et d'opportunités d'orientation, les jeunes de France ne s'autorisent pas les mêmes projets d'orientation.**

¹. Enquête réalisée en ligne du 10 au 15 octobre 2019 auprès d'un échantillon national représentatif de 1 000 personnes âgées de dix-sept à vingt-trois ans.

culturels, un déficit d'information et une moindre exposition à diverses opportunités.

Erkki Maillard et Salomé Berlioux ont un double mérite, celui d'avoir mis en lumière ces inégalités de destin et celui de se mobiliser sur le terrain pour réduire ce déterminisme sociogéographique. Mais alors qu'ils ont contribué à un début de prise de conscience collective tardive et salutaire, on constate que la compétition scolaire prend des formes renouvelées, plus détournées, dont la maîtrise précoce de l'anglais est un parfait symptôme.

ANYWHERE

L'adieu aux « Anywhere » ou la fin du double libéralisme


DAVID GOODHART

Journaliste et essayiste.

Dernier ouvrage paru : *Les Deux Clans : la nouvelle fracture mondiale*, Paris, Les Arènes, 2019.

La période qui s'étend de la fin de la guerre froide à 2016 – l'année de la réaction populiste, du Brexit et de Donald Trump – a marqué l'apogée de l'ère des « Anywhere » sur la scène politique occidentale. Cette ère est aujourd'hui révolue.¹

Dans la plupart des pays, l'élite cognitive de la classe « Anywhere » s'est véritablement développée dans les années 1990, avec l'essor de l'enseignement supérieur et l'expansion continue du nombre d'emplois de cadres et de professions libérales.

 La plupart des responsables politiques issus de la classe « Anywhere » ne font pas preuve d'une grande intelligence émotionnelle.

1. Note des éditeurs : Dans ce texte, David Goodhart évoque le clivage majeur qui s'est installé à l'intérieur des pays riches entre les membres de deux clans principaux. Le premier clan est constitué des « Anywhere », traduit en français par « Partout », parce qu'ils se sentent bien partout, sont éduqués, mobiles et ouverts sur le monde. Le deuxième clan est celui des « Somewhere », « les Quelque-Part » dans la traduction française parce qu'ils se sentent plus attachés à un groupe, à un lieu et à une identité fixes. Nous avons choisi de conserver les deux termes anglais utilisés par David Goodhart dans la mesure où ils se sont progressivement imposés dans le débat politique récent, y compris en France.